



Montréal, le 8 mars 2022

M^{me} Anne Kelly
Commissaire
Strategic Policy Division/Direction générale de la politique stratégique
National Headquarters/Administration centrale
340, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0P9
Tél. : (613) 992-5891
Télé. : (613) 943-1630
Anne.Kelly@csc-scc.gc.ca

English will follow

Objet : Directive du Commissaire CD-100. Gestion des délinquants ayant des considérations d'identité ou d'expression de genre

Pour les droits des femmes du Québec (PDF Québec) est un groupe féministe, citoyen, mixte et non partisan, créé en 2013, composé de membres d'origines diverses. PDF Québec croit qu'une véritable démocratie n'est possible qu'à la condition de réaliser l'égalité de fait entre les femmes et les hommes.

Nous avons pris connaissance de la Directive CD-100 et nous sommes inquiètes quant aux transferts des hommes s'autoidentifiant comme femmes vers les prisons pour femmes.

Protections prévues en vertu du droit international

Les différentes obligations internationales du Canada à l'égard des femmes stipulent que les personnes nées de sexe féminin ont des besoins sexospécifiques (et non pas basés sur le genre) et des droits liés à ces besoins.

Par exemple en 1992, la sixième recommandation générale du Comité qui doit mettre à niveau de façon annuelle la *Convention internationale de lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CEDEF ou CEDAW en anglais)¹, convention signée par le Canada en 1982, dit ceci dans son rapport de 1992 à propos de la violence fondée sur le sexe :

« L'article premier de la Convention définit la discrimination à l'égard des femmes. **Cette définition inclut la violence fondée sur le sexe, c'est-à-dire la violence exercée contre une femme parce qu'elle est une femme ou qui touche spécialement la femme.** Elle englobe les actes qui infligent des tourments ou des souffrances d'ordre physique, mental ou sexuel, la menace de tels actes, la contrainte ou autres privations de liberté. La violence fondée sur le sexe peut violer des dispositions particulières de la Convention, même si ces dispositions ne mentionnent pas expressément la violence. »²

Par ailleurs, la *Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes* de l'ONU stipule dans son premier article :

« Aux fins de la présente Déclaration, les termes " violence à l'égard des femmes " désignent tout acte de violence dirigé contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. »³

De même, le Haut-Commissariat des Nations Unies sur les droits de l'homme (OHCHR), dans son manuel à l'intention des milieux pénitentiaires⁴, note que :

1 *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*, <http://www.un.org/fr/women/cedaw/convention.shtml>

2 RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES ADOPTÉES PAR LE COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES, Onzième session (1992), Recommandation générale no 19 : Violence à l'égard des femmes, https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CEDAW/Shared%20Documents/1_Global/INT_CEDAW_GEC_3731_F.pdf

3 *Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes*, <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/ViolenceAgainstWomen.aspx>

« Dans tous les systèmes pénitentiaires, les femmes constituent une faible minorité de la population carcérale. Tous les chapitres du présent *Manuel* doivent être lus d'un point de vue qui intègre la question des différences entre les sexes. »⁵

Le document du OHCHR ajoute que :

« L'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus s'applique à tous les détenus, indépendamment de leur sexe. **Il inclut néanmoins certaines exigences particulières concernant les femmes.** Premièrement, les règles exigent que les hommes et les femmes soient **séparés** : 8. Les différentes catégories de détenus doivent être placées dans des établissements ou quartiers d'établissements distincts, en tenant compte de leur sexe, de leur âge, de leurs antécédents, des motifs de leur détention et des exigences de leur traitement. C'est ainsi que : a) Les hommes et les femmes doivent être détenus dans la mesure du possible dans des établissements différents; dans un établissement recevant à la fois des hommes et des femmes, **l'ensemble des locaux destinés aux femmes doivent être entièrement séparés...** »⁶ (notre soulignement)

Historique canadien des transferts d'établissement d'hommes s'autodéclarant femmes

Depuis 1999, le Service correctionnel du Canada (SCC) autorise, au cas par cas, les hommes dont le pénis a été enlevé chirurgicalement à être hébergés dans des établissements correctionnels fédéraux pour femmes. Une décision rendue en 2001 par le Tribunal canadien des droits de la personne a déterminé que la politique du SCC refusant aux délinquants de sexe masculin l'accès à la « chirurgie de changement de sexe » était discriminatoire. Une discrimination qui serait fondée à la fois sur le sexe et le handicap. Jusqu'en 2017, le SCC a maintenu une politique exigeant que les hommes qui prétendent être des femmes mais qui n'ont pas enlevé chirurgicalement leur pénis soient hébergés dans des établissements pour hommes.

Cette politique a été modifiée du jour au lendemain après que le premier ministre Trudeau s'est vu poser une question concernant les prisonniers transgenres lors d'une assemblée publique à Kingston, en Ontario, le 12 janvier 2017. Le premier ministre a répondu que « oui », il aborderait ce problème même s'il n'y avait jamais « pensé » auparavant. Le lendemain, la CBC a annoncé que la politique avait été modifiée pour permettre aux hommes d'être hébergés dans des prisons pour femmes sur la base de leur autodéclaration d'être des femmes. La justification de ce changement est le projet

4 Haut-Commissariat des Nations Unies sur les droits de l'homme *LES DROITS DE L'HOMME ET LES PRISONS - Manuel de formation aux droits de l'homme à l'intention du personnel pénitentiaire*, <http://www.ohchr.org/Documents/Publications/training11fr.pdf>

5 p. 171

6 p. 174.

de loi C-16 qui a modifié en 2017 la Loi canadienne sur les droits de la personne, faisant de l'identité et de l'expression de genre un motif de discrimination prohibé.

Une demande d'accès à l'information qui requérait des données sur le nombre d'hommes dans les établissements correctionnels fédéraux pour femmes a forcé le SCC à fournir une liste de transferts qui montre que 7 des 8 délinquants qui ont été transférés d'un établissement fédéral pour hommes à un établissement fédéral pour femmes entre juin 2017 et le 3 décembre 2018 sont des délinquants violents.

« La politique gouvernementale permet maintenant aux hommes qui s'identifient comme femmes - ou qui prétendent le faire - de demander leur transfert dans une prison pour femmes, où les conditions sont plus agréables, puisque la violence n'y est pas aussi présente que dans les prisons pour hommes. Ces hommes de naissance ne sont pas obligés de subir une opération de réassignation sexuelle, comme c'était le cas auparavant, ce qui fixait une limite numériquement faible aux personnes remplissant les conditions requises; ils n'ont même pas à se plier à un régime hormonal. Parmi les hommes nés hommes qui ont été transférés dans les prisons canadiennes pour femmes, on trouve déjà un pédophile d'habitude, un délinquant sexuel d'habitude, un tueur à gages, un tueur d'enfants et un meurtrier. »⁷

Le danger associé aux personnes trans dans des prisons pour femmes

L'autodéclaration du sexe est une justification adéquate pour l'hébergement de personnes de sexe opposé non seulement dans les établissements correctionnels fédéraux, mais aussi dans de nombreux établissements provinciaux.

Des cas concrets de délinquants dangereux comme ceux de Patrick Pearsall, d'Adam Laboucan ainsi que du pédophile en série Matthew Harks devraient nous alerter sur le danger inhérent lié au transfert d'hommes, qui se sont auto-identifiés comme femmes, dans les prisons pour femmes.

En tout premier lieu, regardons le cas de Patrick "Tara" Pearsall, l'un de ces détenus. Il s'agit d'un menteur pathologique, d'un agresseur sexuel à répétition, d'un prédateur de filles mineures sur Internet; il a été diagnostiqué pour des maladies imaginaires, présentant de faux symptômes⁸. Depuis des années — et encore aujourd'hui — Pearsall a prétendu, parmi d'autres maladies, être positif au HIV (sans preuve, mais il a demandé

⁷ Barbara Kay, La vérité complexe sur les transgenres dans les prisons pour femmes. L'Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry laisse tomber les femmes détenues... le 21 juin 2021, traduction Tradfem, <https://tradfem.wordpress.com/2021/06/21/la-verite-complexe-sur-les-transgenres-dans-les-prisons-pour-femmes/> - version originale du *National Post* <https://nationalpost.com/opinion/barbara-kay-the-complicated-truth-about-transwomen-in-womens-prisons/>

⁸ « Patrick Pearsall. Tara Pearsall. Pathological liar either way », Rosie DiManno, chroniqueuse, Toronto Star, 28 mai 2018. [Patrick Pearsall. Tara Pearsall. Pathological liar either way | The Star](https://www.thestar.com/story/2018/05/28/patrick-pearsall-tara-pearsall-pathological-liar-either-way)

un droit d'hébergement dans une ressource spécialisée), être diabétique (sans preuve) et souffrir de leucémie myéloïde, pour laquelle il prétendait avoir reçu des traitements de chimiothérapie (fausse information, selon un oncologue qui a vu Pearsall une fois, confirmant qu'il n'a jamais été un patient de la clinique externe). En 2015, pendant qu'il était en détention, et pour la première fois selon les rapports officiels, Pearsall s'est autodéclaré comme transgenre — il s'est identifié comme femme — et a été rapidement déménagé au Centre Milton-Vanier pour femmes. Or, on sait qu'il avait admis préalablement à plusieurs personnes et codétenus qu'il préférerait être détenu à titre de femme parce que cela lui permettait une incarcération plus douce et parce qu'il craignait d'être violé dans un établissement pénitentiaire pour hommes. Cette année-là, il a commencé à se nommer Tara Pearsall, prenant le nom d'une ancienne épouse.

Toutes les agressions sexuelles de Patrick Pearsall — sauf une, contre un garçon de cinq ans, commise quand Pearsall était un adolescent hébergé dans une famille d'accueil — ont été commises contre des femmes. Il a été évalué à répétition comme hautement susceptible de récidive, plus probablement d'agressions sexuelles. Il n'a jamais fait preuve du moindre remords. Selon l'évaluation psychologique ordonnée par la Cour, en absence de castration, son risque de commettre des agressions sexuelles demeure important.

Un second cas, celui de Adam Laboucan, illustre aussi les dangers que font courir aux femmes le transfert d'hommes dans des prisons pour femmes. Adam Laboucan avait 17 ans quand on lui a donné une sentence d'emprisonnement pour avoir agressé un garçon de trois mois en Colombie-Britannique⁹. Laboucan s'identifie maintenant comme femme et a changé son nom pour Tara Desousa. On lui a refusé la libération conditionnelle parce qu'il était incapable de gérer sa colère après qu'il eut attrapé une autre codétenue par les cheveux et l'eut bousculée pour lui donner ensuite un coup de pied en plein visage.

Un troisième cas est celui de Madilyn Harks — autrefois Matthew Harks — qu'on suspecte d'avoir fait plus de 60 victimes, sous plus de 200 infractions¹⁰. Actuellement, il vit dans une résidence de transition au centre-ville de Brampton. On ne sait pas si Harks a subi des traitements aux hormones ou une chirurgie pour compléter sa transition pour être une femme. En prison, Harks a agressé sexuellement deux codétenues qui avaient une apparence enfantine.

9 « Appeal board upholds decision to deny parole for Canada's youngest-ever dangerous offender », *The Canadian Press* · Posted: Apr 25, 2018. [Appeal board upholds decision to deny parole for Canada's youngest-ever dangerous offender | CBC News](#)

10 Brad Hunter, « Ex-cop baffled why serial pedophile Madilyn Harks not a dangerous offender », *Vancouver Sun*, Mar 27, 2019 [Ex-cop baffled why serial pedophile Madilyn Harks not a dangerous offender | Vancouver Sun](#)

Ces faits sont très inquiétants. D'autant plus qu'un article publié sur le site <https://womenarehuman.com>, cite Kelly Blanchette, l'ancienne sous-commissaire aux femmes, qui « a signalé que sur l'ensemble des demandes de transfert des prisons pour hommes, 50 % provenaient de délinquants sexuels ayant commis des infractions en tant qu'hommes (représentant 20 % de la population carcérale masculine globale) ». Notons en contrepartie que les crimes de nature sexuelle ne concernent qu'environ deux pour cent des femmes détenues.

En plus des risques de violence physique, la présence d'hommes dans une prison est intrinsèquement dommageable et oppressante et elle constitue un élément déclencheur des traumatismes passés des femmes emprisonnées. En atteste aussi l'histoire des traumatismes et du harcèlement sexuel dont une femme a été victime en prison, ce dont elle a témoigné lors d'un congrès de 2019 de l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry (ACSEF). Elle a expliqué qu'un homme incarcéré avec elle dans l'aile de santé mentale, un pédophile qui a fait des centaines de victimes parmi les filles, a commencé à la cibler et à la harceler. Elle en a été particulièrement perturbée en raison de ses traumatismes passés. Elle a expliqué comment le SCC avait rejeté ses plaintes, menacé de l'isoler et qualifié ses appels à l'aide de « bigoterie ». Nombre de femmes emprisonnées ont été témoins de problèmes graves et préjudiciables en lien avec les transferts d'hommes croissants vers les prisons pour femmes. D'autres femmes luttent actuellement contre le harcèlement et les agressions dans les maisons de transition.

Ceci est extrêmement préoccupant, car de nombreuses femmes incarcérées ont des antécédents d'abus par des hommes. Les forcer à être emprisonnées avec des prédateurs masculins violents constitue une punition cruelle et inhabituelle. De plus, la présence de délinquants violents de sexe masculin est également inappropriée en raison de l'existence de programmes mère-enfant dans les établissements pour femmes. Ces programmes permettent aux jeunes enfants de rester avec leur mère dans des unités résidentielles désignées.

On ne saurait nier les problèmes soulevés par le transfert d'hommes trans dans les prisons pour femmes.

Le lobby transactiviste est inquiétant pour le sort des femmes prisonnières

Selon PDF Québec, il y a de fortes raisons de nous inquiéter à propos de la préparation de la directive CD-100 à laquelle s'oppose un lobby transactiviste. Dans une [lettre](#)¹¹ de décembre 2020 au Service correctionnel du Canada, la Fondation Morgane Oger et le Fonds d'action et d'éducation juridiques pour les femmes (FAEJ), appuyés par Égale Canada et le Centre de recherche communautaire, ont fait part de leurs commentaires

11 Lettre du 11 décembre 2020 : [CSC++CD++100+propositions++FINAL.pdf \(squarespace.com\)](https://www.squarespace.com)

au SCC sur l'ébauche de la directive du commissaire CD-100 « Gestion des délinquants ayant des considérations d'identité ou d'expression de genre ». Dans leur lettre, les organisations ont fortement exhorté le SCC à ne pas mettre en œuvre la directive telle qu'elle est rédigée, car celle-ci est accusée par ce lobby d'être enracinée dans des opinions transphobes sur le sexe et le genre causant un préjudice important aux personnes transgenres, bispirituelles, non-binaires, et de genre divers à la fois dans des contextes pénaux et dans la société canadienne en général.

Pour le mouvement des femmes, il est inquiétant d'apprendre que la Fondation Morgane Oger et LEAF ont recommandé que le SCC ne mette pas en œuvre la directive CD-100 et lui demandent de rédiger une nouvelle directive en consultation avec les personnes transgenres, bispirituelles, non-binaires, et de genre divers, ainsi qu'avec les organisations recherchant l'égalité des genres. Ces demandes invoquaient les droits de la personne. Or, pour PDF Québec, les droits de la personne liés au ressenti de l'identité de genre ne doivent pas primer sur les droits des femmes emprisonnées.

La directive CD-100 : des lacunes

À la lecture de la directive, on constate que nombre de dispositions sont prévues pour accommoder les personnes trans, la plupart du temps des hommes faisant la transition vers l'identité de femme, soulignons-le. Autre fait remarquable, il n'y a que peu, voire même pas du tout, de femmes ayant un ressenti d'homme qui demandent d'être transférées dans des prisons pour hommes. Dans la directive CD-100, il y est question de protocoles individualisés pour ces personnes, **dans lesquels le transfert vers des prisons de femmes ou le placement en établissement (*institutional placement*) n'est pas mentionné explicitement.** En fait, le mot « transfert » n'apparaît que de rares fois dans le document, bien qu'on sente sa présence en filigrane tout au long du texte, où il est aussi question de l'accès à des ressources externes. Il apparaît dans la définition des besoins relatifs au genre (*Gender Considerations*) menant à l'établissement des protocoles et à la prise de décisions par le *Case Review Board*.

Les décisions de transfert, notamment, de même que l'établissement des protocoles individualisés sont sujets aux préoccupations de santé et de sécurité (*health or safety concerns*) de la personne elle-même, des codétenus (y compris le programme mère-enfants), des employés et du public, qui ne sont définies que très sommairement sans préciser outre mesure ce qui pourrait altérer la santé et la sécurité. **Ce constat nous apparaît comme un manque consternant.** En effet, on mentionne que le type, le caractère grave d'un incident affectant la sécurité et la probabilité de récidive, en tenant compte des stratégies d'atténuation (*potential mitigation strategies to reduce the risk*), doivent être évalués individuellement, en engageant le contrevenant dans la discussion. On comprend qu'il s'agit d'un incident survenu en établissement de détention et non de la carrière criminelle du détenu. On prévoit que lorsque le transfert concerne une prison pour femmes, la recommandation doit être envoyée pour décision finale au *Deputy*

Commissioner for Women. On ne sait toutefois pas quels critères de décision lui serviront.

Notre position

Conformément aux protections prévues dans le droit international, PDF Québec est d'avis que le transfert de tout agresseur sexuel ou pédophile devrait être interdit. Ce n'est pas aux femmes prisonnières d'assumer des risques physiques et psychologiques afin d'atténuer les problèmes liés au ressenti d'hommes qui s'auto-identifient comme femmes. De plus, nous pensons que les personnes transgenres devraient avoir leur propre logement, séparé, en dehors de toute prison pour femmes, et que celui-ci soit équipé de manière unique pour répondre à leurs besoins — des besoins qui sont différents de ceux des femmes, comme cela se fait par exemple au Royaume Uni.¹²

Ainsi, nous recommandons :

- L'interdiction des transferts d'hommes dans les prisons pour femmes, ce qui devrait, d'autant plus, devenir une règle incontournable quand il s'agit d'agresseurs sexuels;
- L'interdiction des changements de nom et de mention de sexe pour les criminels inscrits au Registre national des délinquants sexuels;
- La mise en place de solutions de rechange pour les personnes transgenres sans remettre en question les espaces réservés aux femmes sur la base de leur sexe.

Michèle Sirois, anthropologue et vice-présidente, *Pour les droits des femmes du Québec (PDF Québec)*

Dominique Gaucher, sociologue et écrivaine, administratrice de *PDF Québec*

Élaine Grisé, M.A. sexologie et études féministes, membre du comité de réflexion sur l'identité de genre

Alexandra Houle, éducatrice spécialisée et administratrice de *PDF Québec*

Rhéal Jean, philosophe, membre du Comité de réflexion sur l'identité de genre de *PDF Québec*

Pourlesdroitsdesfemmes@pdfquebec.org

<https://site.pdfquebec.org/fr>

CP 32257, BP Waverly, Montréal (Québec) H3L 3X1

438-333-3494

¹² Will Metcalfe, Separate transgender unit to be set up at UK prison for first time,

4 mars 2019, <https://sports.yahoo.com/separate-transgender-unit-set-uk-prison-first-time-162545215.html>



Montreal, March 8, 2022

Anne Kelly
Commissioner
Strategic Policy Division/Direction générale de la politique stratégique
National Headquarters/Administration centrale
340 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario
K1A 0P9
Tel.: (613) 992-5891
Fax.: (613) 943-1630
Anne.Kelly@csc-scc.gc.ca

Re: Commissioner's Directive CD-100. Management of Offenders with Gender Identity or Gender Expression Considerations

Pour les droits des femmes du Québec (PDF Québec) is a non-partisan, feminist group open to citizens of both sexes from diverse backgrounds that was created in 2013. PDF Québec believes that true democracy is only possible if society achieves de facto equality between women and men.

We have reviewed Directive CD-100 and are concerned about the transfer of men who self-identify as women to women's prisons.

Protections under international law

Canada's various international obligations to women stipulate that persons born female have sex-specific (not gender-based) needs and rights related to those needs.

For example, in 1992, the sixth general recommendation of the Committee charged with updating annually the *International Convention on the Elimination of All Forms of*

Discrimination against Women (CEDAW),¹³ signed by Canada in 1982, said this in its report on sex-based violence:

“Article 1 of the Convention defines discrimination against women. This definition includes sex-based violence, i.e., violence that is directed against a woman because she is a woman or that specifically affects women. It includes acts that inflict physical, mental, or sexual torment or suffering, threats of such acts, coercion, or other deprivations of liberty. Sex-based violence may violate specific provisions of the Convention, even if those provisions do not specifically mention violence.”¹⁴

Furthermore, the UN *Declaration on the Elimination of Violence against Women* states in its first section:

“For the purposes of this Declaration, the term ‘violence against women’ means any violence directed against the female sex that causes or may cause physical, sexual, or psychological harm or suffering to women, including threats of such acts, coercion, or arbitrary deprivation of liberty, whether occurring in public or in private life.”¹⁵

Similarly, the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), in its manual for prison environments,¹⁶ notes that:

“In all prison systems, women form a small minority of the prison population. All chapters in this manual should be read from a sex perspective.”¹⁷

The OHCHR document adds that:

“The Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners apply to all inmates, regardless of gender. **It does, however, include specific requirements for women.** First, the rules require that men and women prisoners be **separated**. Distinct categories of prisoners shall be placed in separate institutions or sections of

13 Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.

<https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/cedaw.aspx>

14 UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women (CEDAW), *CEDAW General Recommendation No. 19: Violence against women*, 1992.

<https://www.refworld.org/docid/52d920c54.html>

15 Declaration on the Elimination of Violence Against Women.

<https://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/ViolenceAgainstWomen.aspx>

16 Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights - HUMAN RIGHTS and PRISONS - Manual on Human Rights Training for Prison Officials.

<https://www.ohchr.org/documents/publications/training11en.pdf>

institutions, considering their sex, age, background, reasons for detention and treatment requirements. Thus: (a) Men and women shall be kept in separate facilities as far as possible; in an institution housing both men and women, **all facilities for women shall be entirely separate...**¹⁸ (our emphasis)

Canadian history of institutional transfers of males self-reporting as women

Since 1999, the Correctional Service of Canada (CSC) has allowed men whose penis had been surgically removed to be housed in federal women's prisons on a case-by-case basis. A 2001 decision by the Canadian Human Rights Tribunal determined that CSC's policy of denying male offenders access to "sex reassignment surgery" was discriminatory. This discrimination would be based on both gender and disability. Until 2017, CSC maintained a policy requiring that men who claim to be women but have not surgically removed their penis be housed in men's facilities.

This policy was changed overnight after Prime Minister Trudeau was asked a question about transgender prisoners at a town hall meeting in Kingston, Ontario on January 12, 2017. The Prime Minister responded that "yes" he would address this issue even though he had never "thought about it" before. The next day, CBC announced that the policy had been changed to allow men to be housed in women's prisons based on their self-declaration of being women. The rationale for this change is Bill C-16, which amended the *Canadian Human Rights Act* in 2017, making gender identity and expression a prohibited ground of discrimination.

An Access to Information request for data on the number of men in federal women's prisons forced CSC to supply a transfer list that shows that 7 of the 8 offenders who were transferred from a federal men's facility to a federal women's facility between June 2017 and December 3, 2018 are violent offenders.

"Government policy allows men who self-identify as women – or who claim to – to request a transfer to a women's prison, where conditions are more pleasant, since violence is not as prevalent as in men's prisons. These native-born males are not required to undergo sex reassignment surgery, as was previously the case, which set a numerically low limit on who could qualify; they do not even have to go on a hormone regimen. Among the men born male who have been transferred to Canadian women's prisons, there is already a habitual pedophile, a habitual sex offender, a contract killer, a child killer, and a murderer."¹⁹

18 p. 174

19 *The complicated truth about transwomen in women's prisons*. The Elizabeth Fry Society is letting female prisoners down by resisting limits on transwomen. Barbara Kay, National Post, Jun 21, 2021. <https://nationalpost.com/opinion/barbara-kay-the-complicated-truth-about-transwomen-in-womens-prisons/>

The danger associated with trans people in women's prisons

Self-declaration of sex is now an adequate justification for opposite-sex accommodation not only in federal correctional facilities but also in many provincial facilities.

Real-life cases of dangerous offenders such as Patrick Pearsall, Adam Laboucan, and serial pedophile Matthew Harks should alert us to the inherent danger of transferring men who have self-identified as women to women's prisons.

First, look at the case of Patrick "Tara" Pearsall, one of these inmates. He is a pathological liar, a repeated sex offender, a predator of underage girls on the Internet; he has been diagnosed with imaginary illnesses, presenting false symptoms.²⁰ For years – and still today – Pearsall has claimed, among other illnesses, to be HIV-positive (without proof, but he has applied for accommodation in a specialized facility), to be diabetic (without proof), and to have myeloid leukemia, for which he claimed to have received chemotherapy (false information, according to an oncologist who saw Pearsall once, confirming that he was never a patient of the outpatient clinic). In 2015, while in custody, and for the first time according to official reports, Pearsall self-identified as transgender – he identified as woman – and was promptly moved to the Milton-Vanier Center for Women. However, it is known that he had previously admitted to several people and fellow inmates that he preferred to be held as a woman because it allowed for a gentler incarceration and because he feared being raped in a male prison. That year, he began calling himself Tara Pearsall, taking the name of a former wife.

All of Patrick Pearsall's sexual assaults – except one, against a five-year-old boy, committed when Pearsall was a teenager in foster care – were against women. He was repeatedly assessed as highly likely to reoffend, most likely for sexual assault. He never showed any remorse. According to the court-ordered psychological assessment, in the absence of castration his risk of committing sexual assault remains significant.

A second case, that of Adam Laboucan, also illustrates the dangers to women when men are transferred to women's prisons. Adam Laboucan was 17 years old when he was sentenced to jail for assaulting a three-month-old boy in British Columbia.²¹ Laboucan now identifies as a woman and has changed his name to Tara Desousa. He was denied parole because he was unable to manage his anger after he grabbed another inmate by the hair, shoved her, and then kicked her in the face.

²⁰ Patrick Pearsall. *Tara Pearsall. Pathological liar either way*. Rosie DiManno, Toronto Star, May 28, 2018. [Patrick Pearsall. Tara Pearsall. Pathological liar either way | The Star](#)

²¹ *Appeal board upholds decision to deny parole for Canada's youngest-ever dangerous offender*. The Canadian Press. Posted on April 25, 2018. [Appeal board upholds decision to deny parole for Canada's youngest-ever dangerous offender | CBC News](#)

A third case is that of Madilyn Harks – formerly Matthew Harks – who is suspected of having victimized more than 60 people in over 200 offences.²² He currently lives in a halfway house in downtown Brampton. It is not known if Harks underwent hormone treatments or surgery to complete his transition to become a woman. While in prison, Harks sexually assaulted two fellow inmates who had a childlike appearance.

These facts are very worrisome. Moreover, an article published on <https://www.womenarehuman.com/> quotes Kelly Blanchette, the former Deputy Commissioner for Women, who reported that “of all transfer requests from men's prisons, 50% were from sex offenders who committed offences as men” (representing 20% of the overall male inmate population). On the other hand, only about two per cent of women in prison are incarcerated for sexual crimes.

In addition to risks of physical violence, the presence of men in a women's prison is inherently harmful and oppressive and a trigger of past trauma for women. This is also evidenced by one woman's story of trauma and sexual harassment in prison, to which she testified at a 2019 Canadian Association of Elizabeth Fry Societies (CAEFS) conference. She explained that a man incarcerated with her in the mental health wing, a pedophile who victimized hundreds of girls, began targeting and harassing her. She was particularly disturbed because of her past trauma. She explained how CSC had dismissed her complaints, threatened to isolate her, and called her pleas for help “bigotry”. Many women in prison have witnessed serious and damaging issues related to the increasing transfers of men to women's prisons. Other women are currently struggling with harassment and assault in halfway houses.

This is of great concern since many incarcerated women have a history of abuse by men. Forcing them to be imprisoned with violent male predators is cruel and unusual punishment. In addition, the presence of violent male offenders is inappropriate due to the existence of mother-child programs in women's institutions. These programs allow young children to stay with their mothers in designated residential units.

There is no denying the issues raised by the transfer of trans-identified males to women's prisons.

The transactivist lobby is worrying for the fate of women prisoners

According to PDF Québec, there are strong reasons to be concerned about the preparation of CD-100, which is opposed by a transactivist lobby. In a December 2020

²² *Ex-cop baffled why serial pedophile Madilyn Harks not a dangerous offender.* Brad Hunter, Vancouver Sun, Mar 27, 2019. [Ex-cop baffled why serial pedophile Madilyn Harks not a dangerous offender | Vancouver Sun](#)

[letter](#)²³ to the Correctional Service of Canada, the Morgane Oger Foundation and the Women's Legal Education and Action Fund (LEAF), supported by Egale Canada and The Centre for Community Research, provided feedback to CSC on the draft Commissioner's Directive CD-100 "Management of Offenders with Gender Identity or Gender Expression Considerations". In their letter, the organizations strongly urged CSC not to implement the directive as written, because this lobby accuses it of being rooted in transphobic views of sex and gender causing significant harm to transgender, two-spirit, non-binary, and gender-diverse people both in criminal contexts and in Canadian society at large.

For the women's movement, it is troubling to learn that the Morgan Oger Foundation and LEAF have recommended that CSC not implement CD-100 and are asking CSC to draft a new directive in consultation with transgender, two-spirit, non-binary, and gender-diverse people, as well as with organizations seeking gender equality. These requests invoked human rights. However, for PDF Québec, human rights related to gender identity must not take precedence over the sex-based rights of imprisoned women.

Directive CD-100: Shortcomings

In reading the policy, it is clear that there are many provisions for accommodating trans people, most of whom, it should be noted, are men transitioning to identify as woman. Also noteworthy is the fact that few, if any, women who feel like men are asking to be transferred to men's prisons. CD-100 refers to individualized protocols for these individuals, **in which transfer to women's prisons or institutional placement is not explicitly mentioned**. In fact, the word "transfer" appears only a few times in the document, although it is a subtext throughout the text, which also refers to access to external resources. It appears in the definition of gender-related needs (gender considerations) leading to the establishment of protocols and decision-making by the Case Review Board.

Transfer decisions, in particular, as well as the establishment of individualized protocols, are subject to the health and safety concerns of the individual, fellow inmates (including the mother-child program), staff, and the public, which are defined only very briefly, without specifying in detail what might affect health and safety. **We find this to be an appalling oversight**. Indeed, it is stated that the type, seriousness of a security incident, and the likelihood of recidivism, considering potential mitigation strategies to reduce the risk, must be assessed on an individual basis, by engaging the offender in the discussion. It is understood that this is a custodial incident and not the inmate's criminal career. It is expected that when the transfer concerns a women's prison the recommendation should be sent for final decision to the Deputy Commissioner for Women. However, the criteria that will be used to make the decision are unknown.

²³ <https://www.leaf.ca/wp-content/uploads/2022/01/CSC-CD-100-Comments-FINAL.pdf>

Where we stand

In conformity with the protections provided in international law, PDF Québec believes that the transfer of any sex offender or pedophile should be prohibited. It is not up to women prisoners to assume physical and psychological risks to alleviate the problems associated with the feelings of men who self-identify as women. In addition, we believe that transgender people should have their own separate housing outside of any women's prison, uniquely equipped to meet their needs – needs that are different from those of women, as is done, for example, in the UK.²⁴

Thus, we recommend:

- Prohibiting the transfer of males to women's prisons, which should, moreover, be a strict rule without exceptions when it comes to sexual offenders;
- Prohibiting legal name and gender marker changes for criminals on the National Sex Offender Registry;
- Implementing alternatives solutions for housing transgender people that do not call into question sex-based spaces for women.

Michèle Sirois, anthropologist and vice-president, *Pour les droits des femmes du Québec (PDF Québec)*

Dominique Gaucher, sociologist and writer, administrator of *PDF Québec*

Élaine Grisé, M.A. sexology and feminist studies, member of the gender identity reflection committee of *PDF Québec*

Alexandra Houle, specialized educator, administrator of *PDF Québec*

Rhéal Jean, philosopher, member of the gender identity reflection committee of *PDF Québec*

Pourlesdroitsdesfemmes@pdfquebec.org

P.O. Box 32257, PO Waverly, Montreal, Quebec H3L 3X1

(438) 333-3494

<https://site.pdfquebec.org/fr>

²⁴ Will Metcalfe, Separate transgender unit to be set up at UK prison for first time,

March 4 2019, <https://sports.yahoo.com/separate-transgender-unit-set-uk-prison-first-time-162545215.html>